

La Cour constitutionnelle made in Touadéra se met en place

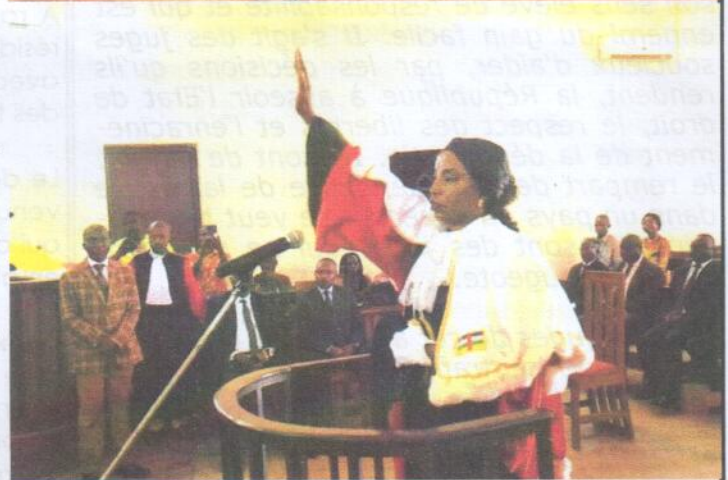
Les choses se précisent à la Cour constitutionnelle, et vraisemblablement dans le sens des manœuvres crasseuses du pouvoir en place.

Le président de la République a reçu hier le serment de madame Inès Valérie Ouaby-Békaï, désignée par ses pairs pour remplacer feu madame Nadine Pingama-Modo à la Cour constitutionnelle en qualité de juge. Cette dernière a profité de l'occasion pour marteler «qu'il n'y a pas de petit juge» (sic).

Oui, tous les juges se valent parce qu'ils sont tous appelés à dire le droit dans les différents domaines de leur compétence. Dire le droit demande au juge d'être libre toutes les fois qu'il est appelé à connaître d'une question et trancher en toute souveraineté. Il doit le faire dans le seul intérêt de la nation et au nom du peuple centrafricain. Car la Constitution du 30 mars 2016 énonce clairement que la justice est rendue sur toute l'étendue du territoire national au nom du peuple centrafricain. Cette disposition fait tacitement interdiction au juge d'être lié à une quelconque autorité publique ou politique.

Même étant nommé par le président de la République, le juge est appelé à observer la neutralité et éviter de rendre des décisions qui vont dans le sens des attentes de l'autorité qui l'a nommé.

Or, ces dernières semaines, le président de la République, du haut de son rêve d'un troisième mandat, est parti en guerre contre certains membres de la Cour constitutionnelle soucieux de dire le droit rien que le droit. Le bras de fer s'est soldé par la déchéance de madame Danièle Darlan et Trinité Mbango Sangafio. Un passage en force qui en dit long sur les intentions du président de la République d'avoir une Cour constitutionnelle entièrement dévouée à son projet politique de changement de la Constitution. Chacun a pu voir venir la manœuvre qui fait désormais douter de l'indépendance de la justice, surtout avec ce



**Bernard Dillah dénonce
les agissements
de Koyambounou**

**Un incendie
pas comme les
autres au Km 5**

L'entreprenariat des jeunes centrafricains un défi à relever par Gutschool

L'éducation des jeunes centrafricains reste une préoccupation majeure pour l'établissement Gutschool. Depuis quelques années, il a mis en route des séries de formations professionnelles dans le domaine de gestion, de l'informatique et du droit à l'attention des jeunes après l'obtention de leur baccalauréat. Le vendredi dernier l'administrateur général a procédé à la rentrée académique 2022-2023 en présence des partenaires, des parents, des élèves et des invités.

L'entreprenariat des jeunes est un défi à relever par l'institut universitaire Gutschool. Depuis quelques années, il forme des étudiants dès la première année dans le cadre de son programme afin de résorber le taux de chômage dans le pays.

Pr Henri Koulayom administrateur général de Gutschool, dans son mot de circonstance a d'abord souhaité la bienvenue à ses hôtes à l'occasion de la rentrée académique 2022-2023 avant de rappeler qu'en plaçant la formation des professionnels compétents de haut niveau dans le domaine de gestion, de l'informatique et du droit au centre des préoccupations de Gutschool, il a bien voulu être en phase avec les lignes directrices des enseignements de qualité, tels que adoptées dans la vision du président de la République pour une contribution efficace au développement intégré et intégral du pays.

Celui-ci a déclaré ceci : «vous le savez sans doute, sans étudiants, il n'y a pas d'école. Sans enseignants, il n'y a pas d'école. Sans Administration, il n'y a pas d'école. Sans Parents, il n'y a pas d'école».

Et de poursuivre que c'est grâce à la mise en œuvre des chartes professionnelles pour l'école, le personnel administratif, les enseignants et les étudiants, l'institut assure une cohésion entre tous les principaux partenaires. Le

professionnalisme est leur capacité à assurer un engagement envers la société et à répondre à ses attentes.

L'institut universitaire Gutschool défend des valeurs fortes pour lesquelles les étudiants sont initiés à tous les niveaux des cycles d'étude notamment à travers tous les modules d'enseignement à savoir : l'éthique, la compassion, l'humilité, la justice, l'égalité, l'ouverture au monde, la responsabilité sociale de l'entreprise, le respect des droits de l'homme et du peuple, l'engagement dans l'environnement.

Pr Henri Koulayom a fait savoir que chaque étudiant doit être engagé dans un apprentissage en connexion avec l'Afrique et les quatre continents, en acquérant le réflexe de toujours privilégier dans ses démarches, l'esprit d'innovation et d'entreprenariat en maîtrisant les outils d'informatique, d'internet, de système d'information et d'intelligence économique qui représentent le fil rouge de leurs programmes.

Pour tenir leurs engagements, l'administration générale a demandé aux parents de payer les frais d'écolage à termes échus et elle cherche des compléments de financement en contrepartie de ses partenaires.

Plus que tout, l'administration et son personnel s'engagent à tout faire pour respecter et/ou

ramener dans l'ordre le respect du calendrier universitaire qui doit être un gage de la qualité.

Le responsable de l'institut universitaire Gutschool a indiqué qu'il ne forme pas des chômeurs, mais des diplômés capables de trouver du travail pour le système de professionnalisation du système licence, master et doctorat (LMD) ou de créer leur propre emploi par leurs modules d'entreprenariat et social-business géré par leur système d'incubateur.

Et d'ajouter que Gutschool à deux fils rouges tout au long du parcours de chaque étudiant quelle que soit sa formation en gestion, informatique ou droit qui le garantissent.

Selon l'administrateur, les femmes et les filles sont un réservoir important pour favoriser le développement d'un pays. C'est ainsi que Gutschool s'intéresse particulièrement au concept genre en privilégiant les filles. L'année dernière, l'établissement a enregistré 45% de filles dans les effectifs des étudiants. Cette année, il envisage dépasser de 50% de filles grâce à une politique mise en place par le leadership de l'administration.

Pour clore son intervention, Pr Henri Koulayom a rappelé que les enfants passent la majorité de leur temps à l'école. C'est pourquoi, il fait son établissement un endroit où il fait bon vivre. Ces étudiants doivent être actifs dans les différents clubs du bureau.

Jean Ndongba-Ngombet